L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

BUREAUX, No. 73 RUE DE CHARTRES.

NOUVELLE-ORLÉANS.
DIMANCHE MATIN 20 OCTOBRE.

Le Procès du Maréchal Bazaine.

PREMIER CONSEIL DE GUERRE, SIÉGEANT AU GRAND TRIANON.

Présidence de M. le duc d'Aumale.

Audiences des 7 et 8 octobre.

Il y a aussi peu de monde qu'hier, peut-être un peu moins.

Quelques menus détails de procédure. Absence légitime de plusieurs témoins, appel de quelques autres en retard.... Le seul point à noter est l'intérêt que Me Lachaud semble attacher à la présence à la lecture du général Soleille, malade en ce moment. On sait que ce général a été intimement mêlé aux événements de Metz, soit sous le rapport des approvisionnements de guerre, soit dans les conseils, soit même pour la remise des drapeaux. Son témoignage est grave contre le maréchal sur certains sujets; Me Lachaud espère-t-il en tirer des dispositions favorables sur d'autres points? C'est ce que la suite du procès nous apprendra, car nous ne sommes encore qu'à l'introduction.

Selon l'usage, le duc d'Aumale a dit au défenseur qu'il ferait constater la maladie du général Soleille par la visite de deux médecins. Et, comme M. Lachaud semblait affirmer qu'il ne voulait pas passer si bien l'exigence des formalités, le duc d'Aumale a continué: "Le général Soleille est fait aux habitudes militaires; il ne se froissera nulle ment de celle-là." Il est clair que le duc d'Aumale est ravi d'avoir l'occasion de se montrer "troupier." Il se montre président d'ailleurs.

Et la lecture du rapport commence.

Le maréchal Bazaine a repris son immobilité immuable. N'était le clignement de l'œil, on pourrait prendre l'acqué pour une de ses statues de cire, qu'on voit dans certains musées, représentant quelque grand personnage militaire.

Au milieu de cette assistance, écoutant en silence la lecture d'un document, il n'est pas possible d'avoir d'autre objectif que:

LE RAPPORT.

Ce qui nous occupe, c'est la première partie de ce rapport: *Observations actées antérieure au blocus.*

Au maréchal Bazaine, qui n'a porté aucun secours à un collègue écrasé à ses côtés, incombe, suivant le rapport, la responsabilité de la défaite de Forbach, essuyée par le général Frossard. Et ne trouve-t-on pas là un des exemples les plus éclatants de l'impréyoyance de cette mesure qui multipliait les commandements et créait des rivalités entre les chefs de corps!

Cette partie du rapport effleure à peine la question politique, et cependant elle laisse supposer que la spontanéité du mouvement d'opinion publique qui réclama le maréchal Bazaine à la tête de nos armées fut quelque peu préparée par les intéressés.

Mais arrivons aux mouvements stratégiques opérés sous Metz afin de rompre le blocus, qui commençait à forger ses anneaux.

Le rapport, comparant les dépêches et les correspondances, les dépositions de ceux-ci et les témoignages de ceux-là, déclarant les mouvements des troupes et en résultats que le commandant en chef en a tirés; montrant le maréchal Bazaine qui, en même temps qu'il fait publier dans les journaux de Metz "que son armée est retenue sous la place par des nécessités politiques et militaires, ne cesse d'entretenir l'empereur de ses projets de partir; rendant honneur à l'intrépidité naturelle du chef au milieu de l'action, mais réprouvant la tranquillité avec laquelle ce même chef laisse écraser à Saint-Privat Canrobert se défendant comme un lion, le rapport, disons-nous, répète à chaque ligne: le maréchal faisant semblant de vouloir aller à Verdun, mais il ne pensait qu'à demeurer sous Metz. Etait-ce le manque de vivres qui empêchait de pousser en avant, un succès obtenu?.... Mais, après Gravelotte, on détruisait par le feu 2,075,000 rations de vivres!.... Mais le général Soleille fournit des chiffres, et des chiffres accablants!

Reconville, Gravelotte, Saint-Privat défilent, et à chaque nom nouveau vient se joindre la même conclusion: "Oui, le maréchal est personnellement coupable de cette défaite et de ces terribles conséquences. Non, le maréchal, malgré son désir, n'a pas voulu quitter Metz."

Ce qui ressort de la correspondance, c'est que le maréchal éprouvait le désir de s'affranchir de la tutelle de l'empereur. Ce qui ressort des actes, c'est que le maréchal voulait s'affranchir, mais non déchoir.

Si nous omettons les dénégations que le maréchal oppose à ces affirmations et dont la valeur sera pesée au cours des débats, si nous accumulons les accusations, c'est pour bien montrer qu'elles sont les charges que le rapport fait peser sur le maréchal, à quel point il le rend responsable des défaites et aussi de l'inutilité des victoires, de quelle façon vive et parfois cassante il réfute les assertions de l'accusé. Ce que nous cherchons, c'est à faire saillir pour le lecteur, au milieu de cet amas de caissons qui passent, de munitions qui disparaissent et se retrouvent, de corps qui galopent de tel poste à tel autre, c'est à faire saillir, disons-nous, les déductions de M. le rapporteur.

Elles sont graves, terribles même pour le maréchal, car le rapport est une sorte de virulente paraphrase de ce livre si remarquable intitulé: *Metz, campagnes et négociations*, qu'a publié un de nos plus estimés colonels d'état-major, froissé dans son honneur de soldat.

Rien que cette lecture, rien que l'audition de ces phrases catégoriques et sèches qui lui sont lancées à jet continu à quelques mètres de distance, doit être une peine terrible pour le maréchal. Il ne bouge pas.

Et le rapport continue.... Mais qu'est-ce que cela?.... Oui, nous entendons bien: le maréchal Bazaine est menacé, hautement menacé d'avoir à supporter le poids du désastre de Sedan! Il y a là un rôle joué par le colonel Stoffel et des agents de la police de sûreté que nous comprenons nul; le colonel Stoffel, attaché à l'état-major de Mac-Mahon, aurait intercepté deux dépêches adressées par Bazaine à Mac Mahon.... et notre seconde armée se serait dirigée vers Sedan! M. Stoffel "a commis un acte inouï!" dit le rapport. Mais, alors, pourquoi le maréchal est-il seul devant les juges?

Au milieu de cet imbroglio de dépêches et de batailles simulées par le maréchal Bazaine pour éviter d'aller tendre la main à Mac-Mahon, le président dit tout à coup: "Faites retirer M. le maréchal." Et l'audience est levée pendant un quart d'heure.

Il paraît que l'accusé, à la lecture de toutes ces pièces, vient d'éprouver un mouvement de violente émotion que le duc d'Aumale aussi saisit. Sans doute cette placidité apparente cache des bouleversements intérieurs. La volonté dompte la nature, mais le moindre choc suffit en pareil cas à briser la volonté et à faire éclater la nature. C'est ce qui est arrivé, nous assure-t-on, l'amiral Saisset, s'étant trouvé sur le passage du maréchal, lui a tendu la main.... Et, une main, la nature comprimée a largement repris sa revanche sur la volonté.

Nous avons dit que la première partie du rapport tendait à démontrer que le maréchal semblait avoir voulu s'affranchir de la tutelle de l'empereur et ne pas quitter les murs de Metz. Quel était donc son but?

La seconde et la troisième partie du rapport, embrassant la période du blocus, des négociations et de la capitulation, laisse supposer que le maréchal avait l'espoir de devenir la seule personne ou plutôt la seul personnage avec qui chargerait traiter le gouvernement. La serait tout le secret des relations du maréchal Bazaine et du prince Frédéric-Charles.

Le 4 septembre, le maréchal apprend la défaite de Sedan; le 10 seulement, il apprend la proclamation de la République, et ce n'est que le 12 qu'il reconnaît les chefs de corps et déclare "qu'il faut renoncer aux grandes luttes et attendre les ordres du gouvernement."

De quel gouvernement? Une proclamation du 16 indique clairement le gouvernement de la Défense nationale; mais en même temps le maréchal commence ses échanges de correspondance avec le général en chef de l'armée ennemie, pour connaître la situation de la France et entamer un peu plus tard des sortes de négociations sous le patronage de l'impératrice ex-régente.

Ce qu'il y a de plus grave au point de vue militaire, c'est qu'à partir du 18 le maréchal ne craint pas de jeter le découragement dans son armée soit par ses propos, soit par la publicité donnée à un rapport d'un certain M. Debains qui laisse son récit sur les données fournies par l'ennemi, soit plus tard par la propagation de renseignements que le général Boyer, l'homme du maréchal, ne cherche même pas à contrôler auprès de Frœnsis, enfin par l'insertion *par ordre* dans la presse locale de l'infranchissable blocus formé par les Prussiens et par l'interdiction des articles destinés à soutenir la thèse contraire.

Et, pendant ce temps, les négociations vont leur train, les pourparlers se succèdent avec le général ennemi.... Quant aux Allemands, leur but est bien rempli: gagner du temps et attendre la famine qui leur livrera et la ville et l'armée.

C'est à ce but que sert l'aventurier Régnier qui se présente "venant de la part de l'impératrice," assure le maréchal, — "n'ayant jamais dit que j'avais une mission," affirme Régnier, — à coup sûr pénétrant dans les lignes françaises du consentement de M. de Bismark.

Le général Bourbaki, obéissant à son supérieur, est joué par Régnier, et le maréchal est joué par M. de Bismark.

Quand Régnier connaît tous les secrets de la défense de Metz, quand il sait que le maréchal Bazaine n'a des vivres que jusqu'au 18 octobre, qu'il est décidé à traiter pour son propre compte, il disparaît. Que fait alors le maréchal Bazaine? Il propose directement les négociations; il expédie le général Boyer, son intime confident, d'abord au quartier-général allemand de Versailles, puis auprès de l'impératrice, à Londres.

Le général Boyer a pour mission: 1° d'obtenir de l'ennemi que son armée sera de Metz saine et sauve, à condition que, le cas échéant, elle réduira elle-même tous les essais de résistance nationale; 2° d'offrir à l'impératrice de sanctionner une pareille convention.

L'impératrice refuse, et, comme dit le rapport, on doit remercier Dieu d'avoir épargné à l'armée de Metz un sort si affreux. Ce sort, certainement l'armée de Metz ne l'aurait pas subi.

Le plan du maréchal était chimérique. Mais la preuve qu'il existait réellement dans l'intention du général en chef de l'armée du Rhin, le rapport le trouve dans cette déposition du général Boyer: "Je vous reconnais le gouvernement de la Défense nationale," lui demande, lors de l'entrevue de Versailles, M. de Bismark.— Non, répond le général Boyer.

Et le temps marche, et la famine approche.

Il faut se rendre. Ici, même avec l'aide du rapport, nous saisissons mal la pensée qui a pu guider le maréchal au moment de la reddition de Metz. Tout ce que nous comprenons, c'est qu'il était plein de choses étranges: treize pièces importantes, échangées entre les deux camps, manquent au dossier, disparues, "singulièrement compromettantes" dit le rapport, puisque le général Boyer n'est empressé de les supprimer.

Le jour même où le maréchal Bazaine déçu, désappointé, posé par l'ultime diplomatie de M. de Bismark, se livrait à merci au prince Frédéric-Charles, l'intendant de l'armée lui annonçait que par un heureux hasard, il venait de découvrir encore quatre ou cinq jours de subsistances pour les troupes.—Trop tard! répondit le maréchal, "colonel." Il a fait une seconde campagne, en 1841 comme lieutenant-colonel au 24e de ligne, à la suite duquel il a été nommé colonel au 17e léger. Le prince a été nommé maréchal de camp en 1842; il a commandé, en cette qualité la province de Médéah et une brigade active, à la tête de laquelle il a obtenu de beaux succès de la prise de la smalah d'Abd-el-Kader. Nommé lieutenant-général après ce fait d'armes, il a commandé la province de Constantine et, plus tard, le camp de Bordeaux."

Le général de Chabaud-Latour.

Homme politique au moins autant que général, M. de Chabaud-Latour appartient, par son âge (il est né en 1802) et par son caractère, à la génération de 1830. Instruit et travailleur, il entrait à l'École polytechnique à l'âge de seize ans et demi, et à l'école d'application de Metz à la fin de 1822.

Député, membre du consistoire protestant et officier d'ordonnance du roi Louis-Philippe, sa carrière fut rapide et brillante.

Actuellement, M. de Chabaud-Latour est président du comité des fortifications, membre du conseil supérieur de la guerre et du comité de défense. Le 25 janvier, cet officier distingué rentrera de nouveau dans la retraite par limite d'âge, soixante-dix ans.

Au physique, le général est de taille moyenne, avec un embonpoint modéré, ses cheveux gris, rares et d'un blanc jaunâtre, sa figure fatiguée et pâle, son œil bien à la fois intelligent et ferme, donnent à l'ensemble de sa personne un caractère de distinction. Quoique ne portant pas de lunettes, on devine au premier abord qu'il appartient à une arme savante.

Le général de Martimprey.

Ange Auguste, a eu soin déposuer le *Moniteur de l'Armée*, puisque tout le monde le confondait avec son frère Edmond-Charles, actuellement gouverneur des Invalides et jadis chef d'état-major général des armées de Crimée et d'Italie, aussi gouverneur et plus tard commandant des forces de terre et de mer en Algérie.

Ange, né en 1809, un an après son grand frère, a bénéficié de la notoriété de celui-ci, auquel il ressemble beaucoup, sauf qu'il est beaucoup moins grand. Ange est un reflet, une doublure d'Edmond, dont il a toutes les qualités de bravoure, de loyauté, de travail, mais à un degré moindre. Au physique, il est une véritable réduction photographique aux deux tiers d'Edmond. Tous deux ont les cheveux rares et grisonnants, l'air comme il faut et même un peu compassé, l'œil clair, le front haut et légèrement fuyant de même que le menton, ce qui donne à leurs têtes la forme busquée des chevaux normands.

Nommé général de division en 1850, en récompense de ses campagnes d'Afrique et d'Italie, il a depuis cette époque recherché les positions tranquilles. Après avoir été pendant plusieurs années membres du comité de l'infanterie, il remplit aujourd'hui les importantes fonctions de président de la commission d'escrime. Il paraît que le ministre a jugé la présence d'un général de division nécessaire pour régler les fleurets et les contres de quarte.

Le général de la Motterouge.

Le général est le type le plus complet du vieux gentilhomme breton, dévoué à son devoir, franc comme l'or, brave comme son épée. Il est de race des pieds à la tête, couverte d'une belle chevelure dorée sur laquelle il a beaucoup neigé depuis soixante-dix ans. Avec son grand nez, sa large figure, son épaisse moustache et ses gros sourcils, ses yeux bleus, il rappelle ces belles figures de chevalier du moyen âge: sa haute taille et ses larges épaules étaient faites pour porter l'armure massive.

Sorti de Saint-Cyr en 1821, La Motterouge n'a fait, pendant ses trente premières années de service, que les campagnes d'Espagne, en 1823, et de Belgique, en 1832.

Nommé un instant commandant en chef des gardes nationales de la Seine, il céda la place, le 4 septembre, au capitaine Tamisier, auquel ses opinions républicaines et une grande honorabilité tenaient lieu de services militaires aux yeux du gouvernement de l'Hôtel de Ville. En octobre 1870, la délégation de Tours lui confia le commandement des recrues réunies à la hâte sous le titre d'armée de la Loire. Artenay par le Tsar. Révigny par les gens qui prétendaient décréter la victoire, il rentra dans la retraite, satisfait sans doute de laisser à d'autres la responsabilité d'une défaite inévitable.

Le général Martineau-Deschenez

Âgé de cinquante-trois ans, fils de son père, ancien sous-secrétaire d'État de la guerre, et qui a eu le talent de caser son fils au 3e de ligne à sa sortie de l'École de Saint-Cyr en 1840.

En 1870, il était depuis sept ans général de brigade et commandant de la subdivision de Montagnard, quand il fut promu au grade supérieur et appelé au commandement de la 2e division du 4e corps de l'armée du Rhin. Le 6 décembre, quand le général Martin des Pallières eut envoyé sa démission aux deux Gambetta et Freycinet, et une autre pour quelques minutes de Clément Laurier, Martineau fut nommé à la place pour quelques heures pour ces deux lâcheté de commandement du 18e corps, alors en voie de réorganisation à Bourges. Il eut la douleur de conduire ses malheureux soldats au fameux désastre de l'armée de l'Est, et bien combiné par le Prussiens et les deux plénipotentiaires du grand Trochu, MM. Jules Favre et de Valdan.

Le général Princeteau.

Né en 1807.

Chargé en mission auprès du gouvernement égyptien, il a laissé les meilleurs souvenirs dans la colonie et la population d'Alexandrie. On y prononce toujours avec respect le nom de l'honorable Princeteau qui, tout en créant de grands et beaux établissements d'artillerie, a su rester tellement étranger aux tripotages si fréquents dans les États musulmans qu'on l'a cité comme un homme d'une probité tout exceptionnelle.

Le général Lallemand.

Sorti de Saint-Cyr en 1809, il allait en Afrique, au commencement de 1864, comme lieutenant d'état-major, et y restait sans discontinuer jusqu'en 1868, époque à laquelle date, le général Bocquet emmène le commandant Lallemand en Crimée; l'année suivante, il est nommé lieutenant colonel et passe au grand état-major général où, avec sa patience angélique, il passe plusieurs mois au métier infernal de chef du bureau des situations.

En dernier lieu, chargé des débarquements de troupes, il quitte le dernier le plateau de Chersonèse. Placé alors à Perpignan, il est appelé en France et rentre en Algérie en qualité de commandant du cercle de Tizi-Ouzou. Devenu colonel et général de brigade, il commande successivement la Kabylie et Philippeville.

En 1870, il est appelé au commandement supérieur des forces de terre et de mer. Initié à la fois entre les Arabes, les colons et le beau Crémieux, réprime l'insurrection, reprend la Kabylie et rentre en France en août 1871.

Le général Uhrich.

Soixante-huit ans, petit, obèse, avec de gros yeux bleus pétillants d'esprit; très spirituel, instruit, et cependant ainsi des états que, comme il convient à tout membre du comité de l'artillerie.

Le général Trésier.

Le général est né en 1804, ce qui ne l'a pas empêché de reprendre du service en 1870, quoiqu'il eût cependant largement droit à sa retraite depuis la guerre d'Afrique et en Crimée où il a dirigé les attaques de gauche contre les bastions du Mât, Central et de la Quarantaine.

Sa réputation de crânerie était bien établie; néanmoins, pendant le long siége de Paris, officiers et soldats considéraient avec émotion leur vieux général, âgé de soixante-six ans, sortir par un froid de dix degrés, vêtu d'une simple blouse pincée à la taille, le képi sur l'oreille, les lunettes sur le nez, se rendre tranquillement aux tranchées les plus avancées pour activer le travail, encourager ses troupiers, sans s'inquiéter des balles prussiennes qui se bornèrent à trouer sa tunique.

Le général Rossetyre

Né le 30 mars 1807, va terminer sa brillante carrière d'officier de cavalerie par une fastidieuse corvée, celle de troisième juge suppléant dans un procès interminable.

Le général Pourcet.

Âgé d'environ cinquante-huit ans, petite taille, tournure mince, distinguée, aristocratique, cheveux blancs, traits fins, manières froidement comme il faut, tel est le général appelé à porter la parole contre le maréchal Bazaine. Nous le jugerons à l'œuvre, qui sera longue et laborieuse, l'expérience nous ayant prouvé qu'il ne faille pas se hâter d'exprimer une opinion sur un général appelé à commander en chef ou à parler en public.

Le général de Cissey.

Soixante ans, d'une taille au-dessous de la moyenne, jadis blond, maigre, chétif, l'air distingué, la figure fine et dénuée de bienveillance, le nez et la portrait du beau-frère du regretté ministre des affaires étrangères, M. Thouvenel. Sorti de Saint-Cyr, il a été nommé lieutenant d'état-major, puis capitaine, colonel, général. A eu maille à partir avec le *Gaulois* pendant le siége, à la suite de la bataille de Champigny. Le général Trochu crut devoir prendre sa défense dans l'*Opinion*, pour faire cesser certains bruits répandus par quelques-uns de ses collègues, au sujet d'une scène assez vive que lui aurait faite le général Ducrot.

Un héros inconnu.

J'ai eu la bonne fortune de causer hier assez longuement, après l'appel nominal des témoins, avec M. Emile Marc, ancien soldat au 1er régiment de cuirassiers.

De la conversation de ce jeune homme, dont le patriotisme ardent lui a fait faire des prodiges d'héroïsme, je ne veux vous dire que le côté intime, absolument personnel.

Je laisse à mon collaborateur, plus spécialement chargé de vous rendre compte des audiences du conseil de guerre, le soin de vous entretenir du côté politique de la mission dont s'est volontairement chargé le jeune héros qui, au prix des plus grands efforts, est parvenu à sortir de Metz et faire parvenir à destination les dépêches que M. le maréchal Bazaine lui avait confiées.

Dès que M. le commandant en chef de l'armée de Metz lui eut remis les dépêches qu'il adressait à MM. les commandants de place de Montmédy et de Verdun, Emile Marc prit congé M. le maréchal Bazaine, qui lui souhaita "bonne chance", et après avoir bu un verre de cognac que l'aide de camp de service lui offrit gracieusement, il revint sous la gente qu'il occupait avec plusieurs de ses camarades.

Là, il ôta sa botte, dont il fit sauter le talon à l'aide de son canif.

Quand le talon fut détaché, il découpa de son mieux les différents morceaux de papier qu'il a composaient, plaça au milieu de ces derniers, les différentes dépêches qu'il s'était chargé de porter à destination, puis, il fit recoudre, par un cordonnier du régiment, le talon à sa botte.

Ces préparatifs terminés, il partit.

Il fallait vraiment un courage héroïque pour accomplir cette mission.

La nuit de ce jour—il ne se rappelle plus exactement la date, n'a-t-il dit—il franchit les avant-postes français.

Né dans le pays, il en connaissait jusqu'aux plus petits chemins de traverse.

Il partit donc, l'œil au guet, le képi au vent, et la main appuyée sur la crosse d'un splendide revolver dont on lui avait fait présent, et qu'il avait disséminé autant que faire était possible, dans la large ceinture de laine rouge qui lui ceignait les reins.

Un petit jour, il arrivait à Corny.

Comme bien vous pensez, son premier soin, en arrivant, fut d'aller demander l'hospitalité au maire de ce village, qui, malgré l'avant-poste prussien, qui occupait le rez-de-chaussée de sa maison, fut bien à la fois intelligent et ferme, donnant à l'ensemble de sa personne un caractère de distinction. Quoique ne portant pas de lunettes, on devine au premier abord qu'il appartient à une arme savante.

Quelques heures après, il arrivait à Ars.

En approchant de ce village, dont les Prussiens étaient les maîtres absolus et qu'ils rançonnaient impitoyablement, ses sentiments de haine, d'horreur, s'exprimèrent sur sa figure, et, sans doute, il se laissa aller à quelque geste, à quelque mouvement de colère, car un paysan, qui le vit, lui dit:

— Prenez garde, monsieur, on vous observe.

Il se retint.

Quelques heures après, il arrivait à Ars.

Ce village, dont les habitants sont presque tous des maçons, est bâti en amphithéâtre sur le penchant d'une colline.

Quand ils ne furent plus exposés, le digne prêtre leur donna des récréations et, pendant ce temps, lui et quelques-uns de ses paroissiens remplissaient les poches de provisions diverses, et les fit sortir du village par un chemin détourné.... Puis, accablés, mais leur avoir donné sa bénédiction....

A quelques lieues de ce village, ils se trouvèrent en face d'une sentinelle, par laquelle un poste de hussards avait été installé par les Français, mais qui, à ce moment, arrêtait aux Prussiens.

Il était huit heures du matin....

Que faire?

Attendre la nuit était le parti le plus sage.

Aussi fût-ce à ce parti qu'ils s'arrêtèrent.

Ils s'assirent dans un fourré et attendirent, dans le silence le plus complet, que la nuit fût venue.

Vers neuf heures et demie du soir, ils quittèrent leur cachette naturelle, et, couchés dans leur voiture, arrivant du bois, ils arrivèrent à la première sentinelle prussienne.

— Qui vive? dit-elle.

— Qui est là? demanda une voix à l'accent français de laquelle le messager ne se trompa pas.

— France! répondit-il en s'avançant toujours dans la même position.

— Ne dragons! dit la voix inconnue.

— Je cuirassiers! continua le porteur de dépêches.

— Henri Pierre!

— Emile Marc!

— Avance!

— Avance le premier!

Henri Pierre, qui était accroupi, se mit sur son séant, et:

— Viens, frère! dit-il à son compatriote.

Emile Marc se leva et prit la main que lui tendait son compatriote, qui, désormais, devenait son ami.

En me racontant cet incident, Emile Marc frémissait encore involontairement.—Le souvenir de cette rencontre survivra à tous ses autres souvenirs.

Quant ils eurent échangé, à voix basse, les motifs qui leur faisaient traverser les lignes prussiennes,—tous deux étaient coureurs du maréchal Bazaine,—ils convinrent, à moins d'incidents sérieux, de voyager de compagnie.

— Avant de partir, fit Emile Marc, pourquoi te remuais-tu tant?....

— J'étais pris dans un piége à loup! répondit son camarade.... on me tira heureusement, en laissant quelques lambeaux de ma chair.... Bah! la France vaut bien davantage encore, n'est-ce pas?

D'Ars à Varnéville, bien que la distance soit très grande, aucun incident digne d'être remarqué ne leur survint.

Ah! j'allais oublier que depuis leur départ de Metz, de Ars, ils ne se nourrissaient que de *biscottes*....

Savez-vous ce que c'est, une *biscotte*?

C'est une sorte de betterave qui pousse sur la lisière des forêts, et que l'on donne à manger aux bêtes....

Et dire que pendant que, sans l'apage accra, mais fanâtre broyante, sans cris, sans démonstrations, ils faisaient leur devoir au prix des plus grandes privations, les généraux, tranquillement assis devant des tables abondamment servies, mangeaient avec leur appétit féroce habituel d'excellents beefsteaks et dégustaient des vins supérieurs, en parlant de *l'incapacité* et de la *trahison* des généraux français.

A Varnéville, Emile Marc et Henri Pierre furent faits prisonniers par les Prussiens.

— Les dépêches? s'écria-t-il simultanément, lorsqu'il comprit qu'il était irrémédiablement pris.

— Je pourrai n'ai le temps, mais je les déchirerai à déchirer! dit Emile Marc.

Quelques heures après, malgré la rigoureuse surveillance des Prussiens, l'un et l'autre s'étaient évadés.

Ils se remplissent dans le cœur du village, qui les garde trois ou quatre jours, le temps absolument nécessaire pour qu'ils se remplissent de leurs fatigues et de leurs privations.

Quand ils se furent bien remplis, le digne prêtre leur donna des réponses civiles, leur dit par quel chemin ils pourraient rencontrer les premiers postes français, leur recommanda leurs personnes et leurs familles, et les fit sortir du village par un chemin détourné.... Puis, accablés, mais leur avoir donné sa bénédiction....

A quelques lieues de ce village, ils se trouvèrent en face d'une sentinelle, par laquelle un poste de hussards avait été établi